

***Communiqué de RECOURS RADIATION, des MATERMITTENTES
et de LA COORDINATION NATIONALE des INTERMITTENTeS ET PRÉCAIRES***

réunis du 15 au 17 avril 2016 à Strasbourg

Depuis 30 ans, les gestionnaires de l'assurance chômage détournent nos cotisations, contractent des emprunts sur les marchés financiers, fabriquent la dette au seul profit des créanciers. Et, aujourd'hui, sous pression de Bruxelles, le gouvernement demande de faire 800 millions d'euros d'économies par an sur le dos des chômeurs, au nom de cette dette. Ce système-dette n'est qu'un outil pour précariser encore davantage nos existences.

Cette dette n'est pas la nôtre, nous ne la paierons pas !

Levons le voile sur la dette de l'UNEDIC par un audit citoyen.

Cette gouvernance mafieuse offre au MEDEF, syndicat des grandes entreprises et du CAC 40, le pouvoir de dicter les règles d'indemnisation des chômeuses et chômeurs. Cette mascarade de dialogue social ne sert que les intérêts de ceux qui la diligenteront.

Nous exigeons la sortie du MEDEF des instances paritaires, de l'UNEDIC et de la Sécurité sociale.

Nous exigeons une autre gouvernance de l'assurance chômage.

Aujourd'hui, 90% des embauches se signent en contrats courts et/ou précaires (*CDD, CDI, activité réduite, ...*) La discontinuité de l'emploi se généralise : **nous sommes ou deviendrons toutes et tous des intermittent-e-s de l'emploi.**

6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés.

Nous exigeons que 10 chômeurs sur 10 le soient !

Les chômeurs sont contrôlés et traqués.

Nous exigeons la fin des contrôles par Pôle Emploi !

Partout en France, un mouvement social s'amplifie de jour en jour sur toutes les places publiques et réunit les citoyens de tous horizons.

Nous nous inscrivons dans la convergence des luttes, qui se construit sur le rejet total de la Loi Travail.

Nous, précaires, chômeuses et travailleurs en emploi discontinu, appelons les cheminotes, les agents hospitaliers, les enseignantes, les fonctionnaires, les retraitées, les saisonniers, les intérimaires, les chercheuses, les artisans, les professions libérales, les paysannes, les auto-entrepreneurs, les stagiaires, les TPE/PME, et tous les concernés, quelque soit le secteur, à rejoindre les étudiantes et les lycéens.

Nous appelons à la grève générale et au blocage économique par tous les moyens possibles, jusqu'à ce que nos propositions soient entendues et mises en œuvre.

Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous !